



L'austérité, arme de destruction massive des Services Publics

Les politiques d'austérité, le pacte dit de « *responsabilité* » ne cessent de nourrir et d'aggraver la crise. Le chômage ne cesse de progresser et presque 6 millions de personnes sont aujourd'hui privées d'emploi. L'insuffisance des salaires, des retraites, des minimas sociaux ne permet plus la satisfaction des droits et des besoins fondamentaux.

Avec le projet de loi Macron, le Gouvernement, toujours sous l'aiguillon des organisations patronales et plus particulièrement du Medef, tente d'imposer une insécurité sociale généralisée.

Cette insécurité trouve aussi son origine dans la poursuite, l'accentuation et la généralisation des attaques portées contre toute l'action publique, celle de l'État et de ses opérateurs, celle des collectivités territoriales, celle de la Sécurité sociale et plus largement de la protection sociale.

Corrélée à la réforme territoriale et des collectivités, la nouvelle séquence de la réforme de l'État a pour objet d'organiser des abandons, des privatisations et des transferts de politiques publiques. Dans le même temps, des milliers d'emplois publics sont supprimés.

Les conséquences de ces politiques se font déjà sentir dans les services publics de Loire Atlantique, principalement sur l'accueil des usagers.

Ainsi **à la Poste**, après des dizaines de suppressions d'emplois sur le département, les restructurations se traduisent par des fermetures des accueils dans certains bureaux de Poste, notamment le samedi matin comme à Rouans.

À **Pôle Emploi**, tout est fait pour réduire l'accueil des usagers dans les agences en réduisant les horaires d'ouverture et en renvoyant les privés d'emploi vers de l'auto délivrance des services (offre de service numérique, inscription à distance, services de messageries électronique, développement du 100 % Web...). Les restructurations vont conduire aussi à la fermeture d'agences suite à des regroupements. Dans le même temps, le nombre des chômeurs augmente de mois en mois, même dans notre département moins touché par ce fléau social !

Aux Finances Publiques, à compter du premier juin 2015, toutes les trésoreries rurales du 44 (communes de moins de 10 000 habitants) seront fermées au public tous les après midi. Certains après midi, il ne sera pas non plus répondu aux appels téléphoniques. Et d'autres fermetures se dessinent...

Au ministère des Affaires Étrangères, le guichet nantais qui délivre les actes de l'état civil pour les personnes nées à l'étranger devrait fermer purement et simplement ! Avec un basculement là aussi vers le mail et le téléphone, or nous savons que l'accueil physique est incontournable pour beaucoup d'usagers, quel que soit le service public.

À la Santé, Marie Sol Tourraine annonce un nouveau plan d'économie des dépenses hospitalières de 3 milliards d'€ d'ici 2017. Cela passe par la réduction de la masse salariale pour 860 millions d'€, soit l'équivalent de 22 000 emplois, 2 % des effectifs ! Aujourd'hui, les suppressions de lits, de places, d'unité et/ou services de soin, le manque de personnel formé et qualifié ne permettent plus aux hôpitaux de répondre aux besoins de la population ni d'assurer leur mission de service public. À l'instar de ce qui est demandé aux communes, il faut se regrouper pour faire des économies, les hôpitaux seront obligés avant fin 2015 de s'inscrire dans le GHT (Groupement Hospitalier de Territoire), le but est de mutualiser les moyens et les hommes, la finalité est « l'économie à tout prix ». Au détriment de l'humain !

A Nantes Métropole, alors que la population augmente dans toute l'agglomération, alors que les problèmes sociaux s'accumulent, il faut faire plus avec moins. Le service public de proximité se dissout dans la mutualisation, les services communs, le passage de la gestion et du financement des grands équipements (culture, sport, ...) vers le giron de Nantes Métropole. Une façon comme une autre de décharger le budget de la ville de Nantes, pour faire payer la facture à l'ensemble des contribuables de la Métropole, et tout cela sans réel débat démocratique.

Les politiques d'austérité justifient les moyens insuffisants accordés aux services publics, la réduction de nos missions et des services proposés aux usagers. Elles ont pour conséquence de faire peser toujours plus de charges sur les agents et dégradent leurs conditions de travail.

La CGT refuse ces logiques d'austérité, elle se bat pour que les services publics, garants de la cohésion sociale en temps de crise, aient les moyens de répondre aux besoins sociaux.

Les services publics ne sont pas un coût pour la collectivité mais une richesse !

Le 09 avril, avec les salarié-es du privé, les retraité-es, les privé-es d'emplois, les jeunes, les fonctionnaires et personnels des services publics seront dans l'action pour exiger d'autres politiques.

